

Les textes placés dans cette rubrique sont les résumés les plus fidèles possibles des articles répertoriés, ils ne sont en aucun cas l'expression du Collectif Romeurope

REVUE DE PRESSE ROMEUROPE 1-15 DECEMBRE 2009

EUROPE

Les victimes de discriminations jugent les plaintes inefficaces

7 sur 7, 9 décembre 2009

Plus de 80% des personnes se disant victimes de discrimination dans l'U.E. (Union européenne) jugent inutiles de porter plainte, indique une enquête européenne sur les minorités et la discrimination. Le groupe ethnique qui se dit le plus victime de discriminations est celui des Roms. D'après le rapport de l'U.E. 64% des Roms en République tchèque, 62% en Hongrie, 59% en Pologne, 55% en Grèce ont subi la discrimination au cours des douze derniers mois.

Europe : Une association dénonce l'extrémisme envers les Roms

Rtbf, 10 décembre 2009

L'association roumaine Romani Criss estime dans un rapport que « *l'extrémisme visant les Roms gagne du terrain dans nombre d'Etats européens* ». Parmi les pays les pays où les violences raciales contre les Roms ont pris de l'ampleur, l'ONG pointe la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, mais aussi l'Italie et ses « *expulsions abusives* ».

Kosovo

Kosovo : le Conseil de l'Europe s'oppose aux retours forcés

24 Heures.ch, 3 décembre 2009

L'Autriche, l'Allemagne et la Suisse ont signé avec le Kosovo des accords pour renvoyer des immigrés illégaux dans le pays. Le commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe s'en inquiète. Pour Thomas Hammersberg, « *les Etats européens devraient empêcher tout retour forcé, notamment des Roms, au Kosovo, tant que la situation sur place donne à penser que des menaces graves pèsent sur la vie et la sécurité personnelle des personnes rapatriées* ». Il s'inquiète en particulier de ce que des Roms expulsés étaient retournés vivre dans des camps contaminés par le plomb au nord de Mitrovica. La diaspora kosovare en Suisse est forte de 160.00 personnes dont la majorité bénéficie d'un permis de séjour.

Action collective : Non à l'accord de réadmission, avec le Kosovo

Bellacio, 10 décembre 2009

Un certain nombre d'associations dénoncent avec force « l'accord de réadmission des personnes en séjour irrégulier » signé le 2 décembre dernier entre la France et le Kosovo. Elles soulignent la persistance de tensions inter-ethniques et de discriminations sociales et institutionnelles et s'appuient pour cela sur les remarques du Département d'Etat américain, sur des rapport du commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Thomas Hammersberg et du Haut Commissariat aux Réfugiés, et sur le site du ministère des affaires étrangères français qui signale « *plusieurs incidents inter-ethniques, en particulier autour de Mitrovica* ». Les associations précisent : « *Les Roms sont particulièrement visés par cette menace* ».

Serbie

Commencement de la manifestation « Jours de la mémoire des victimes roms »

Radio Srbija, 14 décembre 2009

La manifestation « Jours de la mémoire des victimes roms » commence au Musée de la culture rom de Belgrade, avec des expositions, des conférences et des présentations de livres. Elle s'ouvre le 16 décembre, proclamée par l'ONU « Jour mondial de l'holocauste sur les Roms » et durera jusqu'au 27 janvier (2010), « Jour international de la mémoire des victimes de l'holocauste » (dont les ressortissants roms).

République tchèque

Gypsy Spirit : remise des prix pour la première fois en République tchèque

Radio Praha, 2 décembre 2009

Les prix du concours Gypsy Spirit, un projet destiné à soutenir ceux qui agissent pour améliorer la condition de la communauté rom, ont été décernés mardi soir sous le patronage de Vaclav Havel. Organisé pour la première fois en République tchèque, ce concours « importé de Slovaquie » a permis de récompenser un médecin qui a soigné une petite fille rom brûlée lors d'une agression, un universitaire, le musée rom de Brno, l'ONG Cesky zapad et le programme extra-scolaire de la commune de Svitavy-Lacnov dont l'école primaire accueille un tiers de Roms. « *Nous espérons que ce projet va continuer, qu'il va permettre de montrer des exemples à suivre, une inspiration pour tous ceux qui s'engagent* » a déclaré la directrice de cabinet du ministre Kocab.

La discrimination des Roms en République tchèque à nouveau en question

Radio Praha, 10 décembre 2009

Dans un rapport de l'agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 64% des Roms tchèques considèrent avoir été discriminés dans les 12 derniers mois, ce qui est le taux le plus élevé en Europe. Cette discrimination est surtout ressentie dans la recherche d'emploi, au travail ou en entrant dans un bar ou un café. Gabriela Hrabanova, directrice du conseil de gouvernement chargée de la communauté rom, ne nie pas que l'exclusion des roms persiste. Mais elle estime que la situation est plus grave en Slovaquie ou en Roumanie, où existent des bidonvilles, alors qu'ils sont très rares en république tchèque. Elle pense que, grâce aux ONG, aux institutions, au fait qu'on en parle, les Roms tchèques ont plus conscience de la discrimination qu'ils subissent que ceux d'autres pays, ce qui explique le mauvais résultat dans l'étude de l'U.E. .

FRANCE

Bourgogne-Franche Comté

Dijon. « Notre rêve ? Travailler et vivre normalement... »

DijOnscOpe, 10 décembre 2009

En attendant le jugement, le 11 décembre, du Tribunal d'instance quant à la demande d'expulsion des Roms qui squattent une ancienne caserne rue des Creusots à Dijon, Dijonscope est allé à la rencontre d'un jeune couple Marius et Mariana (les vrais noms ont été changés). Ils racontent leurs galères entre les squats de Dijon et les retours forcés en Roumanie, les tracasseries policières françaises, les interdits de la police roumaine. Ils sont émus des soutiens qu'ils rencontrent, voudraient pouvoir exploiter leur expérience de pâtissière et d'ouvrier en bâtiment, mais leur employeur a renoncé à les embaucher, devant la longueur des démarches : « *Ils nous a promis de le faire dès que nous aurions des papiers* ». En attendant ils font la manche, « *même si on n'aime pas* ». Mariana, enceinte de 8 mois, précise : « *Je m'oblige à aller faire la manche deux fois par semaine sur le marché. Mais je ne m'assieds pas par terre. Même si c'est fatigant, je préfère me tenir debout* ».

Dijon : l'expulsion des Roms reportée

France 3 Bourgogne, 11 décembre 2009

Tenant compte de la rigueur de l'hiver et du nombre d'enfants dans le squat, le Tribunal d'instance de Dijon a décidé d'accorder un délai de 4 mois aux Roms qui occupent une friche militaire à Dijon. Malgré la demande d'expulsion de l'armée, les arguments humanitaires ont pris le pas sur le droit de propriété.

Ile-de-France

Clichy-la-Garenne

Le Figaro, 2 décembre 2009

Un campement de 90 Roms installé à Clichy-la-Garenne au bord de la Seine a été évacué « *sans incident* » ce matin par la police. La société propriétaire du terrain (SARL Seine Clichy 93) avait saisi le tribunal de Nanterre qui avait ordonné cette évacuation le 8 octobre.



Seine-Saint-Denis

Bobigny. Les Roms, le préfet et le tas d'ordures

Bakchich info, 11 décembre 2009

Depuis plus d'un an et demi, un amas d'ordures et de débris s'amoncelle à deux pas de la préfecture de Seine-Saint-Denis et de l'Hôtel du département. Des Roms se sont installés dans les lieux il y a neuf mois, avec l'accord de la préfecture et de la police, mais sans toilettes, ni nettoyage. La préfecture et Réseau Ferré de France, propriétaire du terrain, se rejettent la responsabilité. Pendant ce temps les enfants roms jouent au milieu des ordures, qui, selon un résident de Bobigny, Claude Weisz, « *étaient là avant eux* ».

Des Roms dans la rue ? Vite, la Mairie de Montreuil « désinfecte »...

Politis, 4 décembre 2009

L'autre jour, des Roms étaient giclés, juste avant l'inauguration du 25ème salon du livre et de la presse jeunesse, de la friche industrielle où ils avaient plantés leur campement. Réfugiés rue Gutenberg, ils en ont été délogés par la police, à la demande de la mairie de Montreuil qui l'a chargée du « *nettoyage* » et de la « *désinfection* » de la rue.

De trottoirs en terrains vagues, le parcours de familles roms à Montreuil

Le Monde, 10 décembre 2009

Depuis cinq jours, une demi douzaine de familles roms est installée sur le terrain d'une maison inoccupée, avenue Wilson à Montreuil. Le parcours de ces familles est un véritable roman. Arrivées à Montreuil il y a plusieurs mois, elles avaient d'abord dressé leur campement sur une friche près de la Halle Marcel Dufriche, d'où elles ont été délogées le 16 novembre, neuf jours avant l'ouverture du Salon du livre jeunesse qui se tenait dans cette halle. De trottoirs en terrains vagues, elles ont erré dans la ville, s'installant finalement rue Gutenberg, d'où elles ont été chassées après un arrêté municipal « *de nettoyage et de désinfection* ». Elles ont atterri dans le jardin de cette maison bourgeoise, elle-même impraticable, aidés par les voisins qui viennent prêter main-forte aux travaux. Le propriétaire des lieux a entamé une procédure d'expulsion en référé. Comme l'explique Valeria, une femme rom : « *J'ai toujours peur de la police. On a été chassés de partout. On voudrait pouvoir se poser, mais on est dans la précarité depuis trop longtemps* ». Et son mari Christian ajoute : « *La Roumanie fait maintenant partie de l'Europe. Il faut qu'on s'arrête de nous considérer comme des sous-hommes* ». « *Lorsque nous avons été élus en 2008 à Montreuil*, explique Alain Monteagle (Verts), adjoint au maire (Verts) chargé du dossier, *nous avons demandé à la préfecture de surseoir à toutes les expulsions dans la ville* ». La Mairie a ouvert une MOUS (Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale), équipé en eau et en électricité un terrain sur lequel vivent 350 Roms, la plupart en caravanes. L'objectif de ce « village d'insertion » est de les amener vers un emploi et un logement social. Mais rares sont ceux qui ont les papiers leur ouvrant l'accès à un travail légal.

Citoyenneté. Le débat sur les villages d'insertion dédiés aux R(r)oms se cristallise à Montreuil

Gazette.fr, 15 décembre 2009

L'Association La Voix des Rroms a organisé à Montreuil, le 14 décembre, un débat critique sur les MOUS (Maîtrises d'œuvre urbaines et sociales) et les villages d'insertion. Pour Samir Mile, président de l'association, qui dénonce leur caractère stigmatisant, « *les dispositifs dédiés spécialement aux Rroms coûtent très cher, ne résolvent rien et bénéficient plus aux organismes spécialisés qu'aux personnes en difficultés* ». Une dizaine de MOUS et de village d'insertion sont engagées en région parisienne. La Mous de Montreuil qui accueille 348 des 600 Roms de la ville est la plus importante, avec un budget d'1 Millions d'euros. Le gardiennage, exigé par les riverains et par certains bénéficiaires, représente 75% de ce budget. « *Nous cherchons des solutions nouvelles* » assure Alain Monteagle, adjoint de Montreuil en charge du dossier.

Lorraine

Mont Saint Martin. Le ras-le-bol des commerçants

Le Républicain lorrain, 15 décembre 2009

Les commerçants de Mont Saint Martin disent subir depuis vingt mois des vols, des agressions verbales et parfois physiques de la part de quelques Roumains installés dans un campement de la commune. Lors d'une réunion, le maire, Serge De Carli, les a assurés de son soutien et a promis que le campement rom serait vide à la fin janvier. Seules 15 personnes seront autorisées à s'installer dans une aire aménagée avec mobil-homes, et bénéficieront d'une alphabétisation et d'un suivi social. Les commerçants demandent l'aide de la police et la commissaire de Longwy, Aline Nora-Colliard, qui dit n'avoir relevé aucun dépôt de plainte, les a assurés d'une vigilance accrue.

Midi-Pyrénées

Toulouse. Evacuation des Roms : « une solution acceptée par tous »

La Dépêche, 1er décembre 2009

La préfecture de Haute-Garonne justifie l'évacuation du campement de ressortissants roumains et bulgares sur les bords de la Garonne. Elle explique que le tribunal administratif a motivé cette évacuation par le danger potentiel en cas de crue. 82 Roms ont accepté un retour volontaire dans leur pays d'origine, la majorité bénéficiant d'une aide au retour.

Nord-Pas de Calais

Agglomération lilloise

Métropole lilloise : avant l'hiver, la Ligue des droits de l'Homme rappelle le sort des Roms

La Voix du Nord, 8 décembre 2009

Ce mardi, la Ligue des Droits de l'Homme se penchait à nouveau sur le sort des 1000 à 1200 Roms de la métropole. Pour elle, il faut multiplier les villages de mobil-homes permettant aux familles de s'implanter décemment. Elle souligne que sur les 15 projets lancés par la préfecture, 3 seulement existent et réclame aussi la création d'accueils de jour.

Roms en mobil homes : des maires réfractaires

Libération, 10 décembre 2009

Entre 1000 et 1200 roms, en majorité roumains, vivent dans 145 caravanes délabrées, éparpillées sur 18 sites de campement sauvage de la métropole lilloise. Il y a dix mois, la communauté urbaine de Lille avait promis des mobil homes pour loger 200 d'entre eux. Elle trouvait les terrains, l'Etat finançait les mobil homes et l'accompagnement social prévu pour faciliter l'intégration. Mais très peu de maires se sont portés volontaires. Actuellement seuls 80 Roms ont été relogés sur trois terrains à Lille-Fives, Halluin et Faches-Thumesnil. Les travaux ont commencé pour un quatrième site à Roubaix. Mais la préfecture s'oriente maintenant vers une solution en dur et cherche pour cela des terrains constructibles.

Roubaix : la rue d'Alger se prépare à l'arrivée des bungalows

Nord Eclair, 2 décembre 2009

Les travaux d'aménagement du terrain destiné à accueillir des familles Roms qui ont démarré la semaine dernière ne devraient durer qu'une dizaine de jours. Un petit chantier pour un aménagement sommaire, mais qui suscite le désaccord des habitants des alentours et la condamnation par l'opposition municipale du Rassemblement citoyen qui parle d'une « *précipitation coupable indigne d'une démocratie locale et d'élus prétendument citoyens* ».

« Comment arrêter un train lancé à pleine vitesse ? »

Nord Eclair, 14 décembre 2009

Lors de la réunion de la commission d'urbanisme du conseil des quartiers nord, l'installation a encore suscité l'animosité, en dépit de quelques voix favorables. « *Dans nos quartiers, cette installation risque fort de renforcer le sentiment d'exclusion. Des jeunes, d'origine maghrébine, mais français depuis deux ou trois générations, commencent à parler de discrimination quand ils considèrent les efforts consacrés à l'insertion des Roms* », constate un bénévole. Mais d'ajouter : « *La Ville a décidé. Peut-on obliger un train lancé à toute vitesse à s'arrêter ?* ».

Villeneuve d'Ascq : apprendre à connaître l'autre

Nord Eclair, 10 décembre

La Journée internationale des droits de l'Homme a débuté hier soir par un débat sur « Les Roms, migrants volontaires ? ». La première adjointe, Maryvonne Girard, a fait le point sur la situation locale : 25 caravanes dans la ville plus 4 installés par la ville aux Prés. Malik Ifri, conseiller communautaire, a annoncé la proposition de l'Etat d'héberger les Roms non plus en mobil-homes, mais dans des logements en « dur ». Ce programme, auquel la communauté urbaine devrait répondre favorablement, s'appliquerait en trois phases pour 30 familles. La première phase, pour 10 d'entre elles, devrait démarrer prochainement.

Wasquehal : évacuées, des familles sans toit

La Voix du Nord, 5 décembre 2009

Installés depuis juin au bord du canal à Wasquehal, une soixantaine de Roms ont été évacués hier matin. Si certaines familles ont été prises en charge, la plupart d'entre elles ne savent pas où aller.

Wasquehal : drôle de réveil pour les Roms

Nord Eclair, 5 décembre 2009

Hier au petit matin, les Roms du chemin de halage ont été expulsés, à la demande de la mairie qui invoque des raisons de sécurité. Le père Arthur s'indigne « *surtout pour ces enfants mis dehors avec ce froid et avant les fêtes de Noël* ».

Boulogne : la section locale de la Ligue des droits de l'Homme a du pain sur la planche

La Voix du Nord, 9 décembre 2009

La section Côte d'Opale de la Ligue des droits de l'Homme intervient particulièrement en faveur des réfugiés à Calais et des Roms. « *Pour la communauté rom installée sur un site précaire à Wimille, il faudrait trouver un terrain en adéquation avec leurs besoins. Si les frais de cantine des enfants roms sont assurés par le conseil général, le transport est un véritable souci pour nos bénévoles* ».

Pays de Loire

Nantes. Des aides européennes pour les Roms

France 3 Pays de Loire, 10 décembre 2009

Le Parlement européen autorise l'utilisation de fonds Feder pour l'accueil des populations minoritaires. La communauté urbaine de Nantes pourrait s'en servir pour l'accueil des Roms sur son territoire. Actuellement, la ville de Nantes les repousse vers la périphérie, comme à Indre où la mairie et la population se sont mobilisées pour accueillir 25 familles.

Rhône-Alpes

Roms, les indésirables

L'Essor, 4 décembre 2009

L'Essor consacre un dossier aux Roms présents à Saint-Etienne, Lyon et Grenoble.

« Nous devons lutter contre les discriminations »

Alors que, confronté aux squats roms installés dans la ville, le maire de Saint-Etienne, Maurice Vincent en appelle à l'Europe, Françoise Grossetête, députée européenne, répond qu'elle ne peut que « *renvoyer les maires dans leurs buts* » et précise : « *l'hébergement est un problème national à régler par les préfets et les maires* ». Elle explique que l'Union européenne a dépensé 275 millions d' € entre 2000 et 2006 pour aider à l'intégration des Roms, que le

parlement vote des résolutions exprimant le refus des discriminations. Elle pense, enfin, qu'il faut continuer à travailler sur les mentalités, l'éducation et la formation professionnelle et l'habitat.

Une situation alarmante

Michèle Mézard, présidente d'honneur du Comité national Romeurope, créé en 2000 à l'initiative de Médecins du Monde, rappelle ses deux revendications actuelles : l'arrêt des expulsions et la levée des mesures transitoires qui restreignent l'accès au travail pour les demandeurs d'emploi roumains et bulgares jusqu'en 2011, voire 2014. Elle met son espoir dans les villages d'insertions créés en Seine-Saint-Denis ou en création à Lille et à Bordeaux, en espérant influencer sur la forme de ces camps «*pour l'instant hyper gardiennés*».

1200 Roms dans le Rhône, la Loire et l'Isère

A défaut de statistiques officielles, les associations peuvent donner des chiffres assez précis du nombre de Roms, très majoritairement roumains, dans les trois grandes agglomérations rhônalpines. A Lyon, ils sont entre 600 et 700, et la moitié a moins de 14 ans. Seuls une vingtaine de familles disposent d'un logement, les autres sont dispersés sur plusieurs sites, bidonvilles et squats, dont le plus important compte 150 personnes. A Saint-Etienne, il n'y a pas de bidonvilles, mais 300 personnes vivent dans des squats ou des bâtiments réquisitionnés par les associations. 21 sont accueillies en appartements. A Grenoble, la directrice de Rom Action donne des chiffres très précis : 207 Roms dont 23 insérés, 98 hébergés et 86 en cabane ou en squats.

Chassieu : « L'hébergement, une réponse prioritaire »

Chassieu, commune de l'est lyonnais confrontée à la présence régulière de familles roms sur son territoire, a été une des premières à tirer la sonnette d'alarme : «*trouver une solution pour les héberger dans des conditions humaines et respectables devient une action prioritaire*» explique Alain Darblay dont les courriers adressés au Grand Lyon ont permis d'amorcer une réflexion entre élus locaux. La suspension par le préfet du Rhône d'une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale confiée à l'Alpil (Action lyonnaise pour l'insertion par le logement) et l'absence de propositions en dehors des expulsions contraignent les élus à adopter, avec l'aide des associations, «*des réponses particulières adaptées à chaque situation dans un souci du respect humain*».

Récit d'un voyage contraint

Victimes de discriminations dans son pays, Valentin Pizgu et sa famille ont débarqué à Grenoble il y a neuf mois. Après plusieurs nuits à la belle étoile, ils rencontrent les membres de l'association Roms action qui leur obtiennent un accès aux droits sociaux et à un hébergement et le font bénéficier d'une formation en français. S'il ne travaille pas encore, Valentin sillonne la ville à la recherche du moindre emploi : «*Il faut être patient, dit-il. Je suis convaincu que celui qui veut œuvrer arrive toujours à ses fins*».

Agglomération lyonnaise

Qui sont les Roms ?

Lyon Magasine.com, 1er décembre 2009

L'interview d'Alain Veysset, animateur du Collectif Rrom des associations de l'agglomération lyonnaise, permet d'éclairer sur le sort de ces personnes méprisées dans leur pays et ignorées en France. Dans le Grand Lyon, les Roms sont environ 600 à 700, dont 40% d'enfants. C'est un chiffre stable depuis plusieurs années, mais les grands squats (jusqu'à 450 personnes) ont fait place à des squats plus petits et plus dispersés. On les trouve surtout dans le sud et l'est de l'agglomération sur des terrains qui appartiennent au Grand Lyon et sont liés à sa restructuration immobilière. La plupart des Roms lyonnais viennent de Roumanie (85%) et bénéficient, en tant que ressortissants européens, de la liberté de circulation, mais doivent faire preuve de revenus suffisants. Pour les ex-Yougoslaves, la situation est plus compliquée. Ils ne sont ni expulsables ni régularisables. Alain Veysset souligne que la fermeture des squats ne résout rien puisque les gens reviennent dans un autre lieu. «*Nous pensons, explique-t-il qu'une agglomération comme Lyon, 578 communes, 1,4 millions d'habitants, peut accueillir 600 personnes en mettant à disposition des terrains avec des caravanes et des mobil home*». Ce qui permettrait un suivi médical et scolaire et un travail d'insertion, mis à mal par les expulsions à répétition.

Roms : un collectif appelle à la trêve des expulsions

Le Progrès, 4 décembre 2009

Le Collectif Rom de l'agglomération lyonnaise vient d'adresser au préfet de région et du Rhône une requête en urgence (envoyée également aux Présidents du conseil régional, du conseil général du Rhône et du Grand Lyon) pour que la trêve hivernale interdisant les expulsions de logement locatifs soit étendue aux habitats précaires, squats et

bidonvilles de l'agglomération. Ceux-ci sont principalement occupés par des familles Roms de Roumanie soit 600 à 700 personnes. Le Collectif se préoccupe des expulsions sans solution de relogement, entraînant, indique Médecins du Monde, une « *dimension sanitaire globalement très préoccupante* ». Alain Veyssset, animateur du Collectif, dénonce « *une absence de volonté politique tant au niveau de l'Etat que des collectivités locales* », tout en se félicitant de l'écoute de certains élus, comme les maires du 1er et du 3ème arrondissement de Lyon et celui de Chassieu.

Incendie dans un bidonville à Vénissieux

Lyon Capitale, 1er décembre 2009

Le maire de Vénissieux, Michèle Picard, s'inquiète de la situation des Roms dans l'agglomération lyonnaise et a dénoncé l'incendie qui s'est produit sur le terrain départemental de l'ancienne auberge de jeunesse sur sa commune.

Roms à la Villette : le maire de Lyon 3ème en appelle à l'Etat

Le Progrès, 5 décembre 2009

A deux pas de la gare de la Part-Dieu, entre le tram et le chemin de fer, 80 Roms roumains occupent un terrain appartenant au conseil général du Rhône et en passe d'être vendu au Grand Lyon. Après le refus de l'expulsion prononcé par le T.G.I., le conseil général se tait. « *Il est important qu'il fasse appel* » dit Thierry Philip, maire du 3ème arrondissement de Lyon. Venu en délégation sur le terrain, celui-ci a souligné les conditions de vie « *insupportables* » des Roms et a écrit au préfet, car « *la responsabilité en incombe à l'Etat et à l'Europe* ». Selon la commissaire Isabelle Mercier, en charge de la police municipale lyonnaise, il y aurait 21 squats dans la ville. Elle ajoute : « *En l'absence d'infraction constatée, il n'y a aucune possibilité d'empêcher ces personnes de stationner* ». Et remarque : « *une expulsion résout le problème de façon immédiate, mais les gens vont squatter ailleurs* ».

Villeurbanne : un squat expulsé malgré l'appel des associations

Lyon Capitale, 4 décembre 2009

Malgré l'appel lancé par le Collectif Rrom pour l'extension de la trêve hivernale aux squats et bidonvilles de l'agglomération, une famille de treize personnes a été expulsée rue Péchoux à Villeurbanne, où elle vivait depuis six mois. Sans solution de relogement, comme l'a constatée Gilberte Renard (C.L.A.S.S.E.S., qui s'occupe de la scolarisation des enfants) : « *Il y a un bébé de six mois et un père de famille atteint de pathologie cardiaque, mais ils devront attendre lundi pour éventuellement trouver une place au 115* ».

Une expulsion de Roms vendredi à Villeurbanne

Lyon 1ère, 5 décembre 2009

Les forces de police ont expulsé d'une maison rue Péchoux une famille rom qui s'est retrouvée sur le trottoir, sans proposition d'hébergement. Le Collectif Rrom dénonce cette pratique qui « *ne respecte ni les droits de l'Homme ni la sécurité des personnes, et est en plus inefficace et coûteuse* ».

Villeurbanne : Une famille Rrom expulsée, hier matin, rue Paul Péchoux

Le Progrès, 5 décembre 2009

Une famille Rrom a été expulsée hier de la maison qu'elle occupait rue Péchoux, suite à au jugement du tribunal administratif saisi par le propriétaire. Parmi les enfants de la famille expulsée, trois sont scolarisés.

Expulsion rue Paul-Péchoux : les élus Verts de Villeurbanne demandent la trêve hivernale

Le Progrès, 7 décembre 2009

Après l'expulsion d'une famille rom, Bruno Bernard, président du groupe des élus verts au conseil municipal de Villeurbanne a parlé de « *drame humain* » et déposé un vœu pour demander au préfet d'étendre la trêve hivernale aux occupants sans droit ni titre.

Des expulsions de Roms à Lyon 7ème et à Vénissieux

Lyon 1ère, 11 décembre 2009

Vendredi à l'aube les forces de police ont investi un squat à Vénissieux et un bidonville à Surville-Lyon 7ème, qui abritaient chacun une centaine de Roms. Pour la moitié de ces familles, trois nuits d'hébergement ont été proposées : « *Pour elles, c'est la rue dans trois jours. Pour les autres, c'est la rue tout de suite* » souligne le Collectif Rom qui constate, qu'alors qu'une vague de froid s'annonce, le préfet du Rhône expulse une nouvelle fois sans solution de relogement.

Lyon 7ème : 180 Roms expulsés d'un bidonville rue de Surville

Le Progrès, 12 décembre 2009

« *Mais où voulez-vous que nous allions ?* » interroge Terca, dont la famille, comme une quinzaine d'autres, a été expulsée du bidonville de Surville. Le terrain a été évacué hier matin à la demande d'EDF, propriétaire du terrain. 48 personnes ont été relogées pour 3 jours par la DDASS (direction départementale des affaires sanitaires et sociales), les autres ont été mis à la rue sans solution.

Incendie au bidonville Paul-Bert (Lyon 3ème) : les femmes ont refusé un hébergement

Le Progrès, 15 décembre 2009

Un feu parti de bougies d'éclairage a détruit dix maisons de bois et de carton dans le bidonville Paul-Bert à Lyon 3ème. Les femmes et les enfants ont préféré rester sur place, avec des couvertures supplémentaires. Les baraques incendiées devraient être reconstruites à l'identique.

REVUE DE PRESSE 15 - 31 DECEMBRE 2009

EUROPE

Les Roms, une épine dans l'intégration européenne

InfoSud/Le Temps, 21 décembre 2009

Depuis 2005, 12 Etats, essentiellement de l'Europe de l'Est, ont mis en place la « Décennie des Roms », dont les quatre priorités sont l'éducation, l'emploi, l'habitat et la santé. Le rapport publié à mi-parcours par la Direction du développement et de la coopération suisse (DCC) et la Banque mondiale, intitulé « Roms réalités », constate que « *peu de choses ont évolué en cinq ans* ». Chargée de programme au Centre rom d'étude et d'intervention sociale de Bucarest, Nicoleta Bitu constate que le regard des populations à l'égard des Roms n'a pas changé : « *Ma présence choque les non-Roms, car je ne correspond pas à leurs stéréotypes. Je suis trop éduquée et trop bien habillée pour une Tzigane !* ». La discrimination est à la fois la cause et la conséquence de la mise à l'écart du système scolaire. En Hongrie, 40 à 60% des enfants roms fréquentent les écoles primaires, ils ne sont plus que 20% dans le secondaire. En Slovaquie, ils sont mis dans des établissements pour handicapés mentaux dont ils fournissent la moitié des effectifs. « *Tous les problèmes sont liés*, explique la journaliste Corinne Bloch, rédactrice de « Roms realities ». *Des parents sans boulot ne pourront pas payer les livres scolaires de leurs enfants. Des enfants qui ne parlent que le romani auront de la peine à suivre en classe en bulgare ou en albanais. Et comment faire ses devoirs dans une maison en carton sans chauffage ni électricité ?* ». Condamnés à l'économie informelle, les Roms sont le groupe européen le plus touché par la pauvreté (PNUD, 2006). L'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie a permis le vote de lois contre la discrimination, mais aussi favorisé l'exode, encore limité, vers l'Ouest. « *La Commission européenne pourrait jouer un rôle moteur pour l'intégration des Roms, mais il y a une véritable méconnaissance de la situation de la part des leaders européens* », constate Rob Kushen, directeur du Centre européen pour le droit des Roms basé à Budapest.

Allemagne

Expulsions dans un pays en guerre, une déclaration du Conseil de l'Europe à méditer

Toulouse 7.com, 15 décembre 2009

Le commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe a demandé à la Chancelière allemande, Angela Merkel, d'arrêter les retours forcés vers le Kosovo de personnes qui ont trouvé refuge dans des pays d'Europe : « *J'exhorte les autorités allemandes à empêcher tout nouveau retour forcé au Kosovo, notamment des Roms, tant que la sécurité des rapatriés, ni la possibilité de vivre durablement sur place ne sont pas assurées.* »

Belgique

Bruxelles. Le quotidien « intolérable » des familles qui dorment gare du Nord

RTLInfo.be, 17 décembre 2009

Quatre familles roms de Roumanie « habitent » actuellement gare du Nord à Bruxelles. Et pendant la fermeture de la gare (de 1h à 4h du matin), elles courent les abris de fortune, étant accueillies parfois dans les cellules d'un commissariat ! « *Quel que soit le statut administratif des familles, il est totalement intolérable que, dans un pays civilisé et riche comme le nôtre, des familles avec des enfants de 4 ans ou 4 mois soient obligées de dormir dehors* », s'indigne Bernard De Vos, le délégué général aux Droits de l'Enfant qui réclame « *des solutions durables* ». Sur la même longueur d'onde, le médiateur fédéral a interpellé le gouvernement : « *les autorités fédérales doivent se coordonner efficacement et prendre les mesures nécessaires telles que la mise à disposition de bâtiments publics (...) pour accueillir immédiatement les personnes concernées* ».

Bosnie-Herzégovine

La Cour européenne des droits de l'Homme a jugé la constitution de Bosnie discriminatoire envers les juifs et les Roms

Nouvel Obs. com, 22 décembre 2009

La Cour européenne des droits de l'Homme a jugé mardi discriminatoire la constitution de Bosnie-Herzégovine, à la suite de la plainte d'un militant juif et d'un Rom, considérés comme « non-éligibles » à la Chambre des peuples de l'Etat, à cause de leurs origines. Elle rappelle que « *dans une société démocratique contemporaine... aucune différence de traitement fondée sur l'origine ethnique d'une personne ne peut être objectivement justifiée* ».

Italie

En 2010, est-ce possible, Madame l'Europe ?

Le Figaro, 30 décembre 2009

Dans ses vœux pour 2010, l'écrivain Antonio Tabucchi dénonce la xénophobie qui règne en Italie du Nord. Il pointe du doigt le parti de la Ligue du Nord qui a diffusé un communiqué « White Christmas » (« Noël blanc ») et organisé, en Lombardie et Vénétie, des rondes la nuit de Noël pour arrêter tous les Noirs sans papiers. Un de ses dirigeants, le ministre de l'Intérieur Roberto Maroni, a empêché à Venise-Mestre l'accès de familles roms à des logements sociaux, cassant les décisions de la commune et du préfet qui a été éloigné. Il en appelle donc à l'Europe : « *Il y a peu d'années de cela, le président de la république française, M. Jacques Chirac, proposa des sanctions contre l'Autriche parce que son représentant, M. Haider, avait exprimé des propos racistes. Chez Haider, il s'agissait de mots. Ce qui se passe en Italie ce sont des faits. L'Europe a une grande responsabilité, mais elle semble l'ignorer. Elle fait semblant de ne pas se rendre compte de ce qui se passe en Pologne, en Hongrie, en Roumanie, en Italie* ».

Pologne

La protection des minorités nationales

TWC.Media, 17 décembre 2009

Le Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales (FCNM) a publié son deuxième avis sur la Pologne. Il note que l'adoption de la loi sur les minorités nationales et ethnique, ainsi que la création d'une structure gouvernementale pour lutter contre les discriminations, ont été des étapes positives pour la protection des minorités nationales (0,7% de la population polonaise). La Pologne reconnaît neuf minorités nationales et quatre minorités ethniques, dont les Roms. Concernant ces derniers, le Comité note que les élèves roms bénéficient d'une aide ciblée (assistants d'éducation roms et bourses) et que la quasi-totalité des classes roms séparées ont été supprimées : les élèves roms sont intégrés dans les écoles ordinaires. Il note néanmoins que des progrès sont encore à faire pour le logement, l'éducation, l'emploi et la santé.

L'inscription « Arbeit macht frei » à Auschwitz volée par des inconnus

AFP, 18 décembre 2009

La célèbre inscription en allemand « Arbeit macht frei » (Le travail rend libre), à l'entrée de l'ancien camp nazi d'Auschwitz-Birkenau (sud de la Pologne), a été volée par des inconnus vendredi, soulevant une vive émotion. De 1940 à 1945, l'Allemagne nazie y a exterminé 1,1 millions de personnes, dont 1 million de Juifs. Les autres victimes furent surtout des Polonais non juifs, des Tziganes et des prisonniers soviétiques.

Serbie

Le panorama de la culture : le théâtre des jeunes et le multiculturalisme

Radio Sbjija, 16 décembre 2009

« *Toi et moi font nous* » : c'est le titre de la pièce que 14 élèves des écoles secondaires du sud de la Serbie ont présenté dans le petit théâtre Dusko Radovic à Belgrade. Les histoires qui la composent et qui parlent de compréhension et de tolérance dans les milieux multinationaux ont été écrites par les participants d'origine serbe, albanaise et rom. « *Au début, quand nous avons été choisis, nous nous séparions en groupes, surtout les Albanais, les Serbes et nous, les Roms* », explique un des garçons, Sadrija Raimovic, qui ajoute qu'au fil du temps ils se sont bien connus et qu'il n'y a plus de groupes. Les invités d'honneur de la représentation ont été le premier ministre de Serbie, Mirko Cvetkovic, et le ministre de la culture, Nebsoja Bradic, qui a qualifié cette démarche interculturelle de « *belle foi et belle fin de l'an 2009* ».

Suisse

Genève

En raison d'irrégularités, des milliers d'amendes vont être annulées

La Tribune de Genève, 17 décembre 2009

La Cour de justice a confirmé le jugement du Tribunal d'application des peines et des mesures qui avait noté l'irrégularité dans la notification des amendes envers les Roms. Des milliers d'entre elles seront annulées et cinq personnes ont été libérées. L'avocate Dina Bazarbachi, présidente de Mesenrom, l'association de défense des Roms à Genève, va demander des indemnités à la justice pour les personnes emprisonnées.

Le contribuable lésé !

Le Matin, 18 décembre 2009

« *Dépourvues d'effet* » : c'est ainsi que la Cour de Justice a qualifié , dans son jugement du 14 décembre, les amendes distribuées aux mendiant roms par les policiers genevois. Ceux-ci, ainsi que le parquet, ont employé une méthode illégale pour coller les mendiants : les policiers ont prélevé de l'argent directement dans leurs poches, les avis de contravention n'ont pas été envoyés à leurs domiciles roumains, mais publiés dans la feuille d'avis officielle (FAO), le procureur a converti des amendes impayées en peine de prisons. Leur entêtement aura des conséquences financières. Le contribuable devra payer pour leur erreur.

Lausanne. Roms et mendicité

Radio Suisse Romande, 22 décembre 2009

Faut-il donner de l'argent aux mendiants roms ? C'est la question que pose Mélanie Chappuis au photographe-reporter Yves Leresche qui suit la communauté rom et à Marc Vuilleumier, directeur de la sécurité publique et des sports à Lausanne. Dans cette ville , ils sont une trentaine à mendier dans la rue.

FRANCE

Aquitaine

Le camp des Roms de Floirac (33) confronté au grand froid

Sud Ouest, 16 décembre 2009

Les Roms installés à Floirac (banlieue de Bordeaux) ont du démolir les cabanes présentes dans le camp pour récupérer le bois afin de se chauffer et de lutter contre le froid qui s'est abattu sur la région. Les associations parlent d'une « *question de vie et de mort* ».

Incendie dans un squat à Bordeaux : 40 personnes à la rue

Nouvel Obs.com, 18 décembre 2009

Un squat a été évacué après un incendie. Les Roms qui l'occupaient ont été hébergés dans un gymnase, avec douches et chauffage. La municipalité a également hébergé des familles avec bébés à l'hôtel.

Auvergne

Un jeûne républicain contre le débat sur l'identité nationale

Nouvel Obs.com, 31 décembre 2009

Un étudiant en droit, une conseillère municipale et un syndicaliste de l'Allier ont décidé d'engager une grève de la faim à partir du 5 janvier pour protester contre le débat sur l'identité nationale. Dans leur texte, Amine El Khatmi, Yasmina Koris et François Larrière Seys demandent l'annulation des débats prévus à cet effet par la préfecture de l'Allier. Ils expliquent notamment que « *les femmes musulmanes, les Asiatiques, les Roms et les jeunes Maghrébins ou Noirs, souvent pris pour cibles ou caricaturés, sont des enfants de la République.* »

Ile de France

Seine-Saint-Denis

Dominique Voynet interpelle le gouvernement sur la situation des Roms à Montreuil

AFP, 17 décembre

La sénatrice-maire de Montreuil, Dominique Voynet, a interpellé le gouvernement à propos de « l'afflux » de familles Roms « qui s'installent de manière sauvage », le nombre total de Roms sur la commune s'élevant entre 700 et 1000. Elle rappelle les efforts faits par la municipalité (950.000 € dans le budget 2009, une Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale - MOUS - prenant en charge environ 350 personnes) et demande au gouvernement une enveloppe spécifique attribuée aux municipalités au prorata de leurs efforts et la mise à disposition de bâtiments ou de sites appartenant à l'Etat pour accueillir ces familles.

Roms : Fillon répond à Dominique Voynet

AFP, 18 décembre 2009

« Je comprend pleinement vos inquiétudes concernant la situation de ces (...) plusieurs milliers de personnes en errance, notamment à Montreuil », a écrit le premier ministre à Madame Voynet, sénatrice-maire de Montreuil, qui l'avait interpellé sur l'afflux de familles Roms dans sa commune. Il a demandé à Benoist Apparu, secrétaire d'Etat au Logement, de prendre contact avec elle. La mairie a qualifié de « positive » la réponse de M. Fillon.

Pas de trêve hivernale pour les expulsions de bidonvilles

L'Humanité, 24 décembre 2009

2200 personnes, majoritairement des Roms, ont été expulsées depuis deux mois des bidonvilles de la banlieue parisienne, à Bondy, Villetaneuse, Clichy-la-Garenne, Montreuil. Des expulsions jugées « inhumaines et scandaleuses, à l'heure où le plan grand froid est activé » par une vingtaine d'associations qui dénoncent les conséquences qu'elles entraînent : des déplacements inutiles, une rupture dans le suivi scolaire et sanitaire, et plus pervers, parfois la perte de confiance des Roms dans les équipes associatives qui interviennent sur le terrain. Les associations soulignent que « malgré l'indignité de l'habitat, c'est bien de leur domicile que ces personnes ont été expulsées » et demandent l'extension de la trêve hivernale à toutes les personnes en grande précarité.

Dans les bidonvilles de Saint-Denis

L'Humanité, 29 décembre 2009

Lucia fait visiter l'intérieur de sa maison où tout est très propre. Sa voisine balaie devant sa porte. Nous sommes dans une de ces favelas-sur-Seine qui poussent à l'ombre des bureaux de la Plaine à Saint-Denis (93). Les fils électriques, alimentés par un groupe électrogène, courent de cabanes. Les éboueurs ramassent les déchets devant les campements. La Seine sert de lave-linge et l'eau vient du supermarché voisin ou des associations. « Les Roms qui arrivent aujourd'hui sont de plus en plus pauvres », constate la pédiatre Michèle Mézard (Médecins du Monde). « La chavola (la cabane), c'est mieux que ce qu'on aurait en Roumanie renchérit Lucia, partie en 1993. En Roumanie il n'y a pas de travail pour nous ». Et Georghe, son mari, gagne plus d'argent en faisant la manche ou en lavant les vitres des autos qu'en travaillant la terre dans son pays. Pourtant le terrain appartenant à l'état où ils pensaient avoir trouvé la tranquillité est soumis à la décision du juge du Tribunal de grande instance saisi d'une demande d'expulsion par la préfecture. Georghe et la trentaine de Roms installés là ne savent pas où aller. « Les bidonvilles ne sont pas la solution, mais les expulsions, ça ne sert à rien », résume Michèle Mézard.

Les villages d'insertion, un début de solution ?

L'Humanité, 29 décembre 2009

Depuis 2006, plusieurs villes, Aubervilliers, Saint-Ouen, Bagnolet, Saint-Denis, ont créé, conjointement avec l'Etat, des villages d'accueil pour les familles roms vivant dans des abris de fortune en Seine-Saint-Denis (2300 en tout). Pour Nabil Bendami, de l'Association Logement Jeune (ALJ), les résultats sont probants : sur les 18 familles installées à Aubervilliers, 14 ont trouvé un emploi en CDI et deux en CDD de six mois qui permettent l'obtention d'un titre d'accueil. S'il ne critique pas la démarche d'insertion, Malik Salemkour (Ligue des droits de l'Homme) s'interroge sur « la logique ethnique » du dispositif, « puisque dans ces villages il n'y a que des Roms ». Le président de l'association « La Voix des Roms », parle, lui, de « camps de réclusion, puisque fermés, protégés par de grandes barrières et surveillés en permanence par un garde ». A cette polémique, le responsable de l'A.L.J. répond que « le régisseur est uniquement là pour garantir la surveillance et la sécurité » des personnes hébergées.

« Le bidonville, expression du rejet »

L'Humanité, 29 décembre 2009

Interviewé par l'Humanité, Christophe Robert, de la Fondation Abbé Pierre, étudie la problématique des bidonvilles, qui se développent en Ile –de France, «*mais aussi en province, comme à Lyon et à Marseille*». Il explique leur origine par la situation du logement extrêmement tendu et la saturation de l'hébergement. Il précise que ces bidonvilles, s'ils concernent principalement des Roms, s'ouvrent à «*tous les migrants rejetés des pays d'où ils viennent et qui subissent le même rejet ici en France*». Il souligne les conséquences néfastes des expulsions au niveau de l'insertion, de la santé, de la scolarisation, et s'inquiète particulièrement pour les enfants. Pour expliquer l'acharnement des pouvoirs publics à réclamer les expulsions, Christophe Robert avance que «*d'un département à l'autre on se renvoie la patate chaude*» : les communes renvoient à la préfecture, qui renvoie vers d'autres départements. Il réclame donc une coordination régionale Etat, collectivités locales, départementales, régionales, pour trouver une solution globale.

Languedoc-Roussillon

Nîmes. Campement rom : un problème qui se déplace

Midi Libre, 26 décembre 2009

Quelques abris de fortune, faits de bric et de broc. Bouts de bois, de tôles, de plastique, tentes rafistolées. Le campement de la rue des Apothicaires à Nîmes, où vivent des Roms de Roumanie illustre un problème qui n'a cessé de se déplacer au fil des ans et au rythme de leurs expulsions successives et, parfois aussi, au gré de leur retour au pays proposé par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII). Actuellement ils sont une dizaine d'adultes qui reçoivent chaque soir l'aide du Samu social.

Lorraine

Ils ont fui la guerre

L'Union, 19 décembre 2009

La discrimination de la minorité rom s'est aggravée lors des affrontements entre Serbes et Albanais au Kosovo. C'est ce que fait valoir l'association mosellane qui soutient la famille de Nusreti et Zepjena Cerimi-Sabani, nés dans un quartier rom de Mitrovica et réfugiés en France. «*A la Fabrichka Oulipien où nous habitons tous avant la guerre, ils ont tout détruit...Les Roms sont maltraités par les Serbes et les Albanais..* » racontent-ils. Alors que le Kosovo et la France ont signé un accord de réadmission de personnes séjournant illégalement en France (ceux déboutés du droit d'asile comme les Cérimi-Sabani), le commissaire européen aux droits de l'Homme a rappelé que ce n'est pas le moment de procéder à des retours, en particulier forcés.

Nord-Pas-de-Calais

Agglomération lilloise

Plan Grand froid : «*là où ça coince c'est pour les familles* »

La Voix du Nord, 16 décembre 2009

Eric Delhaye, président du SAMU social de Lille, fait le point sur la situation hivernale. Il souligne que la principale difficulté réside dans l'hébergement des familles roms, «*disséminées dans la métropole, qui ne sont plus visibles, mais les situations restent aussi alarmantes*». Et réclame 700 places ouvertes au lieu de 400 pour un «*plan Marshal transitoire*» qui devrait déboucher sur la construction de logements sociaux.

«*Notre problème n°1, c'est les familles roms* »

Nord-Eclair, 17 décembre 2009

Grand froid oblige, la préfecture a déclenché hier le niveau de mobilisation exceptionnelle. Mais les deux SDF qui ont trouvé un hébergement au 24 de la rue Jeanne d'Arc ont eu du bol. « Hier soir, reconnaît Marie-Christine Staniec-Wavrant, on sait que sur les personnes qui ont appelé 140 enfants et 70 adultes sont restés dehors. En majorité des familles roms. La faute à qui ? « L'hébergement d'urgence, n'est pas du ressort de la Ville. Nous on fournit les locaux, l'Etat finance », rappelle l'adjointe à la lutte contre les exclusions, en soulignant que à Lille, « c'est la Ville qui propose le plus de places ».

Roubaix/Entrepont. Le hameau des Roms est en cours d'installation

Nord-Eclair, 20 décembre 2009

5 mobil-homes, aux allures de chalet de bord de mer, ou plutôt, en cette météo hivernale, de caravaneige, ont été installés rue d'Alger, au grand dam des opposants au projet. Les installateurs, qui ont encore des branchements à effectuer, n'étaient pas sûrs d'avoir terminé à la fin de l'année.

Villeneuve d'Asq. Quatre familles roms relogées dans un appartement de la Ville.

Nord-Eclair, 21 décembre 2009

Alors qu'ils habitaient dans des caravanes sans chauffage, quatre familles roms, dont un bébé et une femme enceinte, ont été relogées dans un appartement de la ville. Une situation d'urgence, en attendant que le thermomètre remonte ou que l'on trouve un moyen de chauffer leurs caravanes.

Des enfants roms dorment sous la tente

La Voix du Nord, 22 décembre 2009

Depuis 15 jours, huit Roms slovaques, dont cinq jeunes enfants, dorment sous tente face à la gare de Lille-Europe. Tout en suivant avec attention cette situation, le Samu social n'a pas de solutions pour cette famille qui ne veut pas être séparée. L'Etat, au courant, rappelle que 40% des Roms sont hébergés par le plan grand froid.

Un cadeau pour les Roms

Nord-Eclair, 24 décembre 2009

Hier après-midi, cinquante enfants des familles roumaines et yougoslaves en stationnement dans la métropole ont été invités par l'Aréas (Association régionale d'étude et d'action auprès des gens du voyage) à fêter Noël : spectacle de clowns, goûter, distribution de jouets. Une jolie trêve.

Retour sur trois ans de la présence Rom à Boulogne

La Voix du Nord, 29 décembre 2009

Depuis janvier 2007, les familles Roms de Boulogne se sont déplacées, poussées par les expulsions, du boulevard industriel au CJC Léon-Blum, puis au Fort de la Crèche à Wimereux, puis près du centre Leclerc à Outreau, avant de rejoindre en juin 2008 le terrain de Wimille . En trois ans, les Roms auront changé plusieurs fois d'adresse sans jamais poser leurs bagages dans une maison ou un appartement.

Pays de Loire

Agglomération nantaise

Les Roms, un Noël entre eux, loin des leurs

Ouest-France, 26 décembre 2009

Expulsés de Nantes Chantenay, ils vivent depuis deux mois à Indre, dans une cinquantaine de caravanes brinquebalantes. D'une caravane, s'élève des chants. « *Ils sont en train de prier* », explique Alex, 22 ans, « *le responsable du camp, mais pas le chef* ». Un autre jeune père de famille, Viorel, cherche un travail. « *Mais il n'y en a pas pour moi. En Roumanie, c'était pareil. Avant, avec Ceausescu, tout le monde travaillait* ». Pour son premier Noël en France, il a téléphoné à sa mère : « *J'ai pleuré* ». Ici les parents préparent des cadeaux uniquement pour les petits enfants, - chocolat, cahiers, chaussettes-, qu'on leur a donnés. « *En Roumanie, c'était au mieux une biscotte* », raconte Alex. Et d'ajouter : « *Ici, à Indre, ce n'est pas comme à Nantes, où les policiers venaient tous les jours pour nous faire dégager. Ici le maire est très gentil* ».

« Indre la solidaire » consolide sa réputation

Ouest France, 28 décembre 2009

Dans ce village de pêcheur, on sait ce que solidarité veut dire. Depuis l'arrivée sur la commune d'une trentaine de familles roms expulsées de Nantes Chantenay, la municipalité, les associations les habitants ont mis en action le soutien humanitaire : distribution de vêtements et de bois de chauffage, organisation de douches dans le gymnase, installation de bennes, branchements électriques. Le site (La Grande Paroisse), très proprement tenu, est contrôlé par la police municipale. Une conférence a permis aux Indrais de mieux connaître les problèmes des Roms. La fête de Noël a été partagée par tous. L'Amicale laïque a payé les assurances scolaires et a reversé le produit d'un concert (250 €) au Collectif Roms (Rencontre, Ouverture, Métissage, Solidarité, Indre). Le maire, Jean-Luc Le Drenn, qui reçoit régulièrement des représentants roms, cherche une solution politique auprès de l'Etat et avec les maires de la région nantaise.

Rhône-Alpes

Agglomération lyonnaise

Des Roms et SDF à la rue

Lyon Info, 22 décembre 2009

« *Pas d'expulsion sans relogement* ». scandaient 70 manifestants environ, rassemblés mardi devant la préfecture du Rhône. Ils protestaient ainsi contre l'expulsion de 300 Roms de deux squats à Surville (Lyon 7ème) et Vénissieux. Maurice, professeur d'une classe d'intégration à Vaulx-Velin, racontait que 9 enfants roms faisaient chaque jour 1 heure de bus matin et soir pour venir à l'école depuis Surville, mais que, maintenant, ils sont éparpillés dans d'autres squats. L'évêque Thierry Brac de la Perrière rappelait qu' « *il est du devoir des pouvoirs publics de trouver des solutions acceptables* ». Pendant « *ce grand moment de colère* » comme dit Maurice, le préfet recevait les associations qui interviennent dans le domaine de l'hébergement d'urgence pour faire le point sur le plan « Grand froid ». Il a souligné les progrès réalisés. Les associations les jugent insuffisants. « *Nous demandons tout simplement l'application de la loi* explique Baptiste, un travailleur social. *Toute personne doit pouvoir bénéficier d'un logement alors que, dans les centres d'accueil, on met les gens dehors au bout de 3 jours. Comme il n'y a pas assez de place pour tout le monde, on fait tourner* ». Et de nombreux locaux existants ne peuvent être utilisés, faute de personnel.

Villeurbanne. Une dizaine de squats de Roms sur la commune

Le Progrès, 29 décembre 2009

Si les grands squats ou bidonvilles qui existaient à Villeurbanne à la Soie ou dans l'ancienne gare ont disparus, ce sont les même familles roms qui se retrouvent disséminées dans une dizaine de petits emplacements. Depuis l'évacuation de la Soie en août 2007, « *les Roms se sont cachés. Ils sont moins visibles* » constate François Rysto, directeur de cabinet du maire. Gilberte Renard, représentante de l'association C.L.A.S.S.E.S. (Collectif lyonnais pour l'accès à la scolarisation et le soutien des enfants des squats), souligne l'importance du travail de scolarisation des enfants : « *Nous avons accompagné les première familles. Nous avons mis un référent par école. Les enfants ont été très bien accueillis et les enseignants ont fait un travail remarquable* ». Elle souligne l'attachement des familles pour ces

établissements scolaires « où les enfants pouvaient se poser » et dont elles ne s'éloignent qu'à cause des expulsions. Un argument de plus pour réclamer une trêve hivernale des expulsions.

CULTURE

La porte du « Paradis »

Libération, 18 décembre 2009

Depuis trois ans, le cirque Romanès est installé pour l'hiver porte de Champerret à Paris, avec, au programme, le même mélange de folklore tsigane, participation familiale et numéro de haut vol nommé cette année « *Paradis tsigane* ». Alexandre Romanès, ancien de Bouglione, a créé son cirque il y a dix-sept ans, après 20 ans de musique baroque. S'il s'est fait le défenseur de la culture tsigane, au point de recycler un peu partout les mêmes formules pour vanter les vertus de sa culture, il est sincèrement concerné par ses projets, livres de poésie en tête. Avec sa femme, Delia, ils ont un projet de centre de la culture tsigane qu'ils voudraient « basé à Paris », mais « nomade », « festif », « centre de ressources et de documentation » pour « sauver une culture en danger... ». Sur l'avenir de son cirque, Alexandre Romanès est plus évasif : « *Le mot lendemain n'existe pas dans la langue rom, ce qui compte c'est le présent* ».
